



**BANQUE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE**

BES N° 04 - mars 2019

Bulletin Economique et Statistique

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	
G1. Taux de croissance réelle des pays industrialisés	9
G3. Cours du pétrole	10
G5. Cours des métaux non précieux	10
G2. Taux de croissance réelle des pays en développement	10
G4 : Cours des produits agricoles d'exportations	10
G6. Indice composite des cours des produits de bases exportées par la CEMAC (Base 100 : janvier 2012)	10
G7. Cours moyen mensuel de l'euro	12
G8. Cours moyen mensuel de l'euro (suite)	12
G9. Taux de croissance réelle des pays de la CEMAC	14
G10. PIB nominal des pays de la CEMAC (en milliards de FCFA)	15
G11. Contribution du secteur primaire à la croissance de la CEMAC	16
G12. Contribution du secteur secondaire à la croissance de la CEMAC	16
G13. Contribution du secteur tertiaire à la croissance de la CEMAC	16
G14. Taux d'inflation en glissement annuel des pays de la CEMAC	19
G15. Taux d'inflation en glissement annuel des partenaires	19
G16. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (<i>en moyenne annuelle</i>)	22
G17. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (<i>en glissement annuel</i>)	22
G18. Solde des transactions courantes des pays de la CEMAC (en % du PIB)	23
G19. Evolution du TCER/TCEN	24
G20. Evolution de l'indice composite du TCER	26
G21: Contribution des pays membres au solde budgétaire, base engagement, dons compris	27
G22. Evolution des finances publiques de la CEMAC	27
G23. Evolution de la structure des réserves des banques (<i>réserves libres et obliga-</i>	

LISTE DES TABLEAUX

Table des matières	
G1. Taux de croissance réelle des pays industrialisés	9
G3. Cours du pétrole	10
G5. Cours des métaux non précieux	10
G2. Taux de croissance réelle des pays en développement	10
G4 : Cours des produits agricoles d'exportations	10
G6. Indice composite des cours des produits de bases exportées par la CEMAC (Base 100 : janvier 2012)	10
G7. Cours moyen mensuel de l'euro	12
G8. Cours moyen mensuel de l'euro (suite)	12
G9. Taux de croissance réelle des pays de la CEMAC	14
G10. PIB nominal des pays de la CEMAC (en milliards de FCFA)	15
G11. Contribution du secteur primaire à la croissance de la CEMAC	16
G12. Contribution du secteur secondaire à la croissance de la CEMAC	16
G13. Contribution du secteur tertiaire à la croissance de la CEMAC	16
G14. Taux d'inflation en glissement annuel des pays de la CEMAC	19
G15. Taux d'inflation en glissement annuel des partenaires	19
G16. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (<i>en moyenne annuelle</i>)	22
G17. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (<i>en glissement annuel</i>)	22
G18. Solde des transactions courantes des pays de la CEMAC (en % du PIB)	23
G19. Evolution du TCER/TCEN	24
G20. Evolution de l'indice composite du TCER	26
G21: Contribution des pays membres au solde budgétaire, base engagement, dons compris	27
G22. Evolution des finances publiques de la CEMAC	27
G23. Evolution de la structure des réserves des banques (<i>réserves libres et obliga-</i>	

LISTE DES GRAPHIQUES

Table des matières	
G1. Taux de croissance réelle des pays industrialisés	9
G3. Cours du pétrole	10
G5. Cours des métaux non précieux	10
G2. Taux de croissance réelle des pays en développement	10
G4 : Cours des produits agricoles d'exportations	10
G6. Indice composite des cours des produits de bases exportées par la CEMAC (Base 100 : janvier 2012)	10
G7. Cours moyen mensuel de l'euro	12
G8. Cours moyen mensuel de l'euro (suite)	12
G9. Taux de croissance réelle des pays de la CEMAC	14
G10. PIB nominal des pays de la CEMAC (en milliards de FCFA)	15
G11. Contribution du secteur primaire à la croissance de la CEMAC	16
G12. Contribution du secteur secondaire à la croissance de la CEMAC	16
G13. Contribution du secteur tertiaire à la croissance de la CEMAC	16
G14. Taux d'inflation en glissement annuel des pays de la CEMAC	19
G15. Taux d'inflation en glissement annuel des partenaires	19
G16. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (<i>en moyenne annuelle</i>)	22
G17. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (<i>en glissement annuel</i>)	22
G18. Solde des transactions courantes des pays de la CEMAC (en % du PIB)	23
G19. Evolution du TCER/TCEN	24
G20. Evolution de l'indice composite du TCER	26
G21: Contribution des pays membres au solde budgétaire, base engagement, dons compris	27
G22. Evolution des finances publiques de la CEMAC	27
G23. Evolution de la structure des réserves des banques (<i>réserves libres et obligatoires</i>) de la CEMAC	32
G24. Evolution comparée du TISP et du taux de la facilité de dépôts de la BCE	36
G25. Evolution comparée du TIAO et du taux d'appels d'offres de la BCE	36
G26. Evolution du volume des injections de liquidité (Guichet A) dans la CEMAC (en millions de FCFA)	36

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BCC	:	Banque Centrale du Congo
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BEAC	:	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BES	:	Bulletin Economique et Statistique
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BoE	:	<i>Bank of England</i>
BoJ	:	<i>Bank of Japan</i>
CBN	:	<i>Central Bank of Nigeria</i>
CEMAC	:	Commission Economique et Monétaire d’Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
FED	:	Réserve Fédérale Américaine
FMI	:	Fonds monétaire international
PIB	:	Produit Intérieur Brut
RDC	:	République Démocratique du Congo
SARB	:	<i>South African Reserve Bank</i>
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCER	:	Taux de Change Effectif Réel
TCEN	:	Taux de Change Effectif Nominal
TIAO	:	Taux d’Intérêt des Appels d’Offres
TIMP	:	Taux Interbancaire Moyen Pondéré
TISP	:	Taux d’Interêt sur Placement
WEO	:	<i>World Economic Outlook</i>
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

COMITÉ DE VALIDATION

La coordination de la publication du BES est assurée par un Comité de validation, créé par Décision du Gouverneur N°065/GR/2017 du 03 juillet 2017. Celui-ci a pour responsabilité principale de valider les articles et les études proposés pour publication dans le Bulletin. Il veille également au respect des dates de parution du Bulletin. Pour ce quatrième numéro, il est composé comme suit :

PRÉSIDENT :

MANDEKOR DJIMADOUM

Directeur Central de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et du Financement des Economies

Membres :

MOUNKALA Evrard Ulrich Herménégilde

Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques en charge du pôle «Statistiques ».

MVONDO Emile Thierry

Adjoint au Directeur Central des Etudes, de la Recherche et des Statistiques en charge du pôle « Recherche ».

MBOMPIEZE Jean-René

Chef du Service des Etudes de Politiques Economiques

MBOHOU Christelle Louisa

Chef du Service de l'Environnement International, en charge de la Publication et de la Documentation.

Ont également prit part à ces travaux, les agents du Service de l'Environnement International, en charge de la Publication et de la Documentation :

- **GOMBA EBIKILI Claise Borgia;**
- **ANYE SIRI PRISCILLA.**

L'année 2018, et dans son prolongement ce début d'année 2019, a été marquée, au niveau international par des incertitudes concernant notamment le Brexit et les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. Au niveau sous-régional, en 2018, l'activité économique des pays membres a été caractérisée par la hausse du prix du baril de pétrole brut, l'augmentation de sa production dans certains pays, et le dynamisme du secteur non pétrolier, conjugués à la poursuite des réformes macroéconomiques et structurelles par les Etats de la Sous-région. Pour 2019, les services de la Banque tablent sur : i) un taux de croissance de 3,2 % contre 1,7 % en 2018 ; ii) une stabilisation des pressions inflationnistes avec un taux d'inflation à 2,1 %, comme en 2018 ; iii) un excédent du solde budgétaire base engagements, dons compris, de 0,9 % du PIB, contre un déficit de 0,7 % du PIB en 2018 ; iv) une aggravation du solde du compte courant extérieur, passant de 1,6 % du PIB en 2018 à 5,0 % en 2019 et v) une expansion de la masse monétaire de 3,8 %, pour un taux de couverture extérieure de la monnaie qui se situerait autour de 65,7 % en 2019.

Ce quatrième numéro du BES, est une publication de la BEAC, élaborée par la Direction des Etudes, de la Recherche et des Statistiques (DERS) et destinée à un public large. Il contient les analyses produites par des cadres et par les universitaires de la Sous-région. Les analyses figurant dans ce bulletin portent sur les évolutions économiques, monétaires et financières de la Sous-région, sur l'environnement de mise en œuvre de la politique monétaire,

ainsi que sur des thématiques ayant trait aux missions statutaires de la Banque Centrale.

Cette quatrième édition installe donc cette tradition de publication et de fidélisation des lecteurs du Bulletin. Les contributions au BES proviennent des notes d'analyses élaborées par les services de la Banque Centrale, notamment dans le cadre de la préparation des réunions du Comité de Politique Monétaire, des réflexions menées par son personnel et des études extérieures soumises par les ressortissants de la CEMAC, dans les domaines d'intérêt pour la politique monétaire. Les informations pertinentes tirées des Rapports d'Agence élaborés par les différents Centres de la BEAC sont également utilisées pour enrichir le Bulletin.

A l'instar des autres éditions, ce quatrième numéro du BES traite essentiellement des évolutions économiques, monétaires et financières. Exceptionnellement, ce numéro ne comporte aucune étude, car aucun des projets proposés n'a été retenu par le Comité de Validation.

La BEAC encourage néanmoins vivement les chercheurs et cadres des administrations publiques et privées des pays de la CEMAC à continuer de soumettre leurs travaux pour contribuer à la réflexion sur la croissance et le développement harmonieux et durable des pays de zone.

MANDEKOR DJIMADOUM

Président du Comité de Validation

I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES RECENTES

1. Environnement international

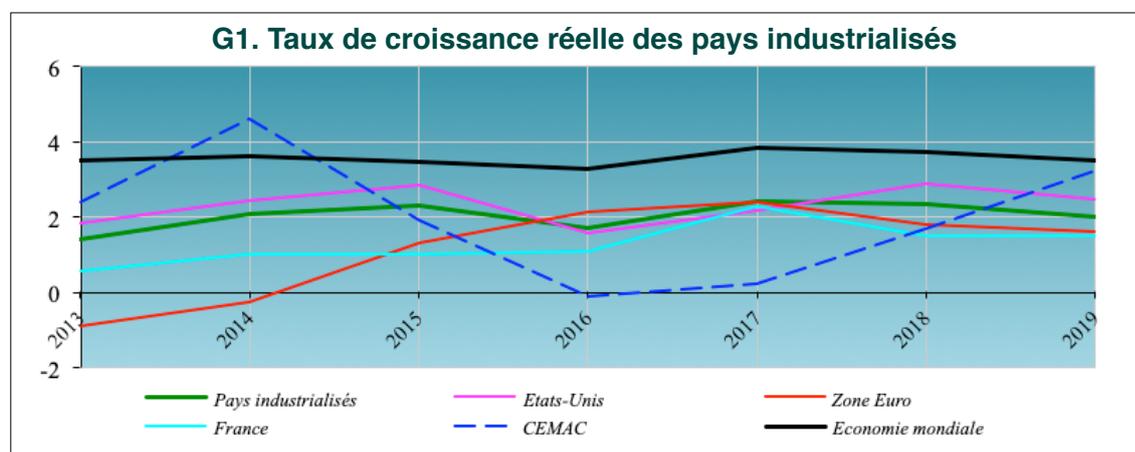
Selon les Perspectives de l'économie mondiale publiées par le Fond Monétaire International (FMI) en janvier 2019, le taux de croissance de l'économie globale devrait s'établir à 3,5 % en 2019, contre 3,7 % en 2018. Pour les pays émergents et en développement, il est resté à 6,5 % en 2018, comme en 2017, et en Afrique subsaharienne, le PIB réel progresserait de 3,5 % en 2019, contre 2,9 % en 2018.

1.1 Activité économique

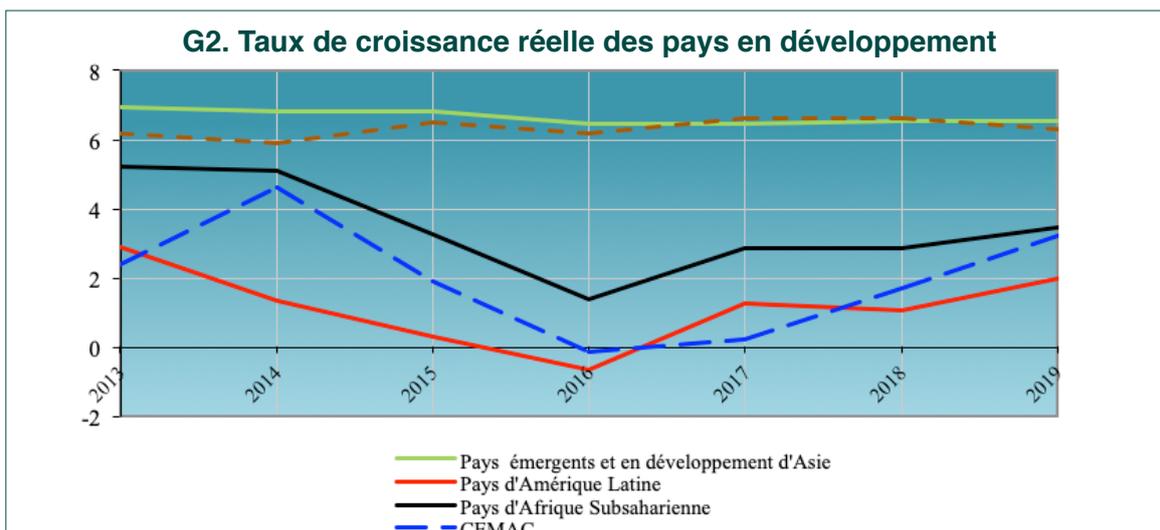
T1 : Taux de croissance réelle des principaux pays partenaires

	2014	2015	2016	2017	2018 Estim	2019 Prév
Economie mondiale	3,6	3,5	3,3	3,8	3,7	3,5
Pays industrialisés	2,1	2,3	1,7	2,4	2,3	2,0
Etats-Unis	2,5	2,9	1,6	2,2	2,9	2,5
Zone Euro	-0,2	1,3	2,1	2,4	1,8	1,6
France	1,0	1,0	1,1	2,3	1,5	1,5
Pays émergents et en développement d'Asie	6,8	6,8	6,5	6,5	6,5	6,5
Chine	7,3	6,9	6,7	6,9	6,6	6,2
Inde	7,4	8,2	7,1	6,7	7,3	7,5
Pays d'Amérique Latine	1,3	0,3	-0,6	1,3	1,1	2,0
Russie	0,7	-2,5	-0,2	1,5	1,7	1,6
Pays d'Afrique Subsaharienne	5,1	3,3	1,4	2,9	2,9	3,5
CEMAC	4,6	1,9	-0,1	0,2	1,7	3,2
UEMOA	5,9	6,5	6,2	6,6	6,6	6,3
Afrique du Sud	1,8	1,3	0,6	1,3	0,8	1,4
Nigeria	6,3	2,7	-1,6	0,8	1,9	2,0

Sources : Perspectives économiques du FMI (mise à jour de janvier 2019), Base de données du WEO (octobre 2018), BEAC, BCEAO.



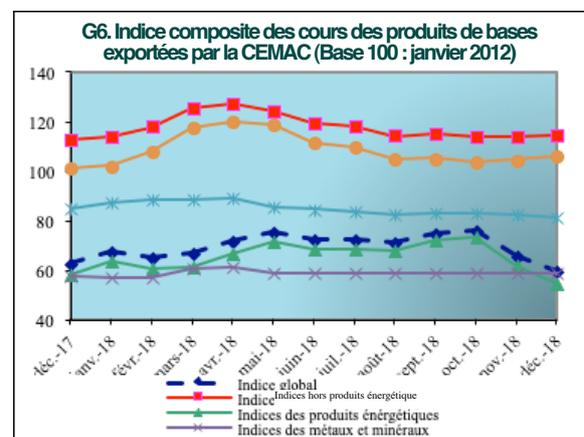
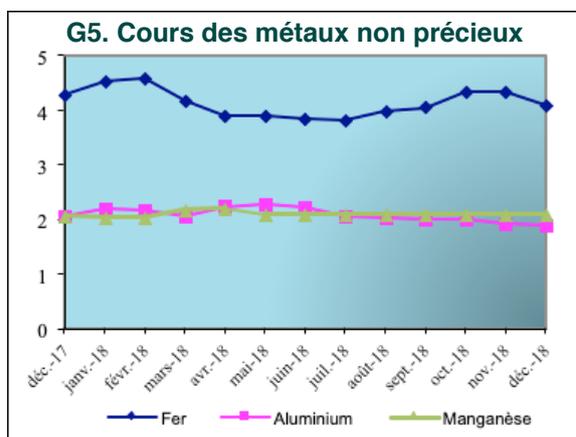
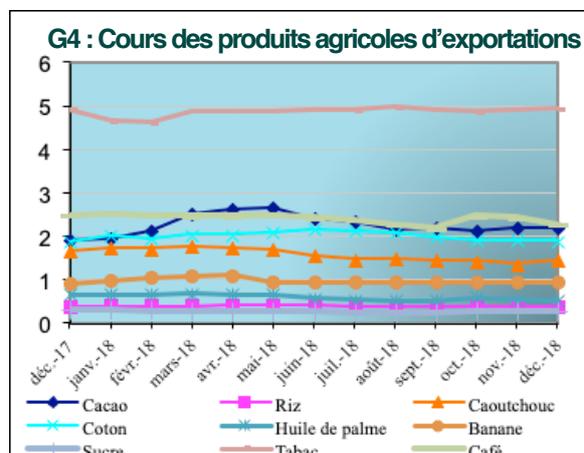
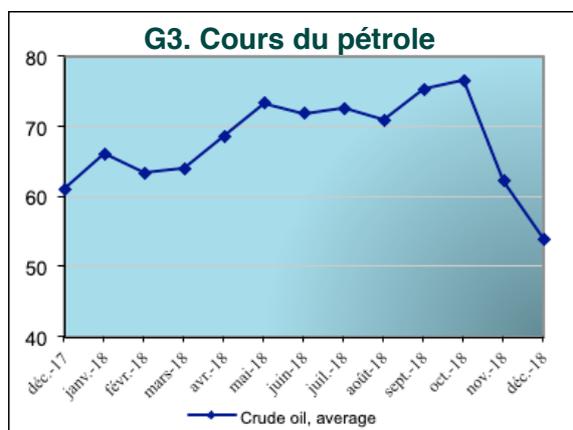
Sources : Perspectives économiques du FMI (mise à jour de janvier 2019), Base de données du WEO (octobre 2018), BEAC, BCEAO.



Sources : Perspectives économiques du FMI (mise à jour de janvier 2019), Base de données du WEO (octobre 2018), BEAC, BCEAO

1.2 Marché des produits de base

Au quatrième trimestre 2018, l'indice global des cours des produits de base exportés par la CEMAC a régressé de 7,7 % par rapport au troisième trimestre de l'année, sous l'effet cumulé d'une baisse des cours des produits énergétiques et non énergétiques. De manière générale, il est constaté une diminution des prix de la plupart des produits, notamment des produits énergétiques (- 9,2 %), des produits agricoles (- 1,9 %) et des produits forestiers (- 0,9 %). Les cours des métaux et minéraux sont restés inchangés, tandis que ceux des produits de la pêche ont progressé légèrement (1,6 %).



Source : Banque Mondiale

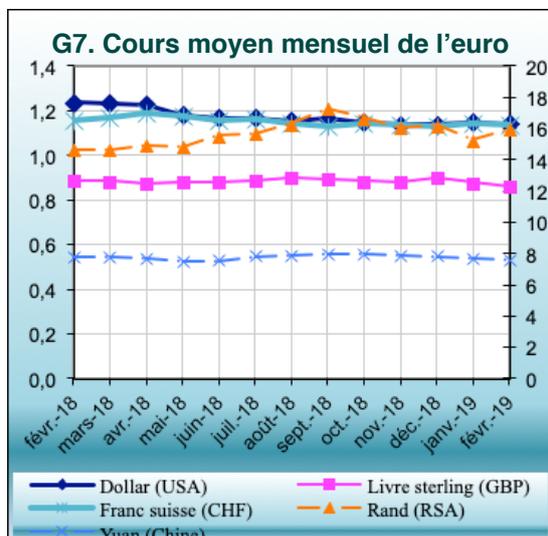
T2 : Cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC

Produit	déc-17	janv-18	fév-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
Unité													
Pétrole													
Crude oil, average	61,2	66,2	63,5	64,2	68,8	73,4	72,0	72,7	71,1	75,4	76,7	62,3	54,0
Unité													
	\$/baril												
Gaz naturel et méthanol													
Europe	2,8	3,9	2,7	2,7	3,8	2,8	2,9	2,8	3,0	3,0	3,3	4,1	4,0
Etats-Unis	6,6	7,6	6,9	7,0	7,8	7,5	7,4	7,6	8,1	9,5	8,8	8,3	8,0
Japon	8,1	8,7	9,2	9,4	9,4	10,3	10,4	10,4	10,9	11,3	11,3	11,7	11,7
Unité													
	\$/mmbtu												
	\$/mmbtu												
	(\$/mmbtu)												
Bois													
Bois bruts, fob	322,6	333,3	339,0	340,2	337,7	326,8	323,8	321,7	318,4	319,9	332,9	330,2	332,0
Bois sciés, fob	642,2	661,1	670,1	669,4	674,4	645,8	636,8	631,0	617,0	625,5	623,5	617,9	607,5
Unité													
	\$/dmto												
Aluminium	2 080,5	2 209,7	2 181,8	2 069,2	2 254,7	2 299,7	2 237,6	2 082,2	2 051,5	2 026,5	2 029,9	1 938,5	1 920,4
Diamant	151,4	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8	154,8
Or	1 264,5	1 331,3	1 330,7	1 324,7	1 334,8	1 303,5	1 281,6	1 237,7	1 201,7	1 198,4	1 215,4	1 220,7	1 250,4
Unité													
	\$/kg												
	\$/kg												
Cacao	1,9	2,0	2,1	2,5	2,6	2,7	2,4	2,4	2,2	2,2	2,1	2,2	2,2
Riz	392,2	413,9	409,8	415,4	432,7	434,4	423,4	402,8	398,3	394,5	396,5	391,6	394,5
Caoutchouc	1,7	1,7	1,7	1,8	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4
Coton	1,9	2,0	1,9	2,0	2,0	2,1	2,2	2,1	2,1	2,0	1,9	1,9	1,9
Huile de palme	672,0	677,0	663,0	681,0	666,0	603,5	579,7	544,5	533,9	523,6	499,2	539,1	535,0
Banane	0,9	1,0	0,9	0,9	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	1,0	1,0
Sucre	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
Unité													
	US cents/kg												
Café	4 933,5	4 658,2	4 636,9	4 905,3	4 906,4	4 900,9	4 926,8	4 921,6	4 977,9	4 922,9	4 929,3	4 935,9	4 942,6
Gomme arabique	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,3	2,2	2,5	2,4	2,3
Unité													
	\$/tonne												
Viande de bœuf	1 742,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8	1 658,8
Unité													
	\$/kg												
Indice composite (cours exprimés en dollars) - Base 100 : année 2012													
Indice global	62,7	67,6	65,0	66,5	71,3	73,4	71,9	72,4	71,1	74,9	75,7	65,8	59,6
Indice hors produits énergétique	114,9	112,6	113,9	117,3	124,7	126,7	124,1	119,4	120,0	115,1	116,6	114,3	114,8
Indices des produits énergétiques	57,4	58,4	64,0	60,4	61,2	66,6	69,4	68,3	68,8	67,9	72,2	61,8	54,4
Indices des métaux et minéraux	55,0	57,7	57,0	57,0	60,8	61,4	58,9	60,2	67,1	64,6	67,3	58,8	58,8
Indices des métaux et minéraux	83,7	84,8	87,3	88,5	88,5	89,0	85,3	84,2	83,5	81,8	82,8	82,4	81,3
Indice des produits agricoles	106,5	101,1	102,1	106,7	116,3	119,0	118,1	110,7	109,0	103,6	104,0	104,6	105,9

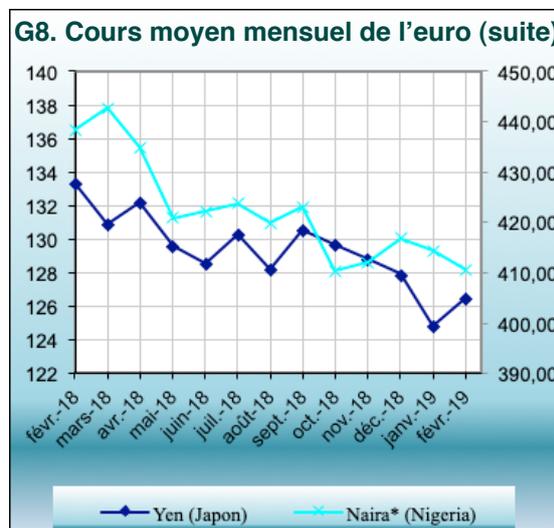
Source : Banque Mondiale

1.3 Marchés financiers et orientations des principales banques centrales

Sur le marché des changes, la dépréciation de l'euro par rapport au dollar s'est accélérée au cours des derniers mois de l'année 2018. En glissement annuel, cette dépréciation a été de 3,8 %, s'échangeant à 1,1416 dollar en janvier 2019, contre 1,21995 dollar en janvier 2018.



Source : Banque de France



S'agissant des politiques monétaires, elles sont restées globalement accommodantes en ce début d'année, sous les effets conjugués du raffermissement de la croissance mondiale et de l'atténuation des pressions inflationnistes. Ainsi, la Banque du Canada (BdC) a maintenu ses taux de refinancement, la Fed qui avait relevé sa fourchette cible des « fed funds » en décembre 2018 l'a laissée inchangée lors de sa réunion de janvier 2019. La Banque Centrale Européenne (BCE) n'a pas fait varier ses taux directeurs, à l'instar des Banques du Japon (BoJ) et d'Angleterre (BoE). En Afrique subsaharienne, les banques centrales ont également poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes.

T3 : Taux directeurs des principales Banques Centrales

	(en pourcentage)												
	Févr-18	Mars-18	Avril-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18	Août-18	Sept-18	Oct-18	Nov-18	Déc-18	Jan-19	Févr-19
Fédéral Reserve (Fed)													
Taux des Fonds Fédéraux	1,25-1,50	1,50-1,75	1,50-1,75	1,50-1,75	1,75-2,00	1,75-2,00	1,75-2,00	2,00-2,25	2,00-2,25	2,00-2,25	2,00-2,25	2,00-2,25	2,00-2,25
Bank of Japon (BoJ)													
Taux au jour le jour	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10	- 0,10
Bank of England (BoE)													
Taux de prise en pension	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75
Banque du Canada (BdC)													
Taux de refinancement	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75
Banque Centrale Européenne (BCE)													
Taux des principales opérations de refinancement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BCEAO													
Taux des pensions	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
Taux d'injection de liquidités	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
Banque Centrale du Nigéria (BCN)Taux directeur	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Banque Centrale du Congo (BCC)Taux directeur	20	20	20	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Reserve Fédérale Sud-Africaine (SARB)Taux directeur	6,75	6,75	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50

2. Secteur Réel de la CEMAC

2.1 Activité

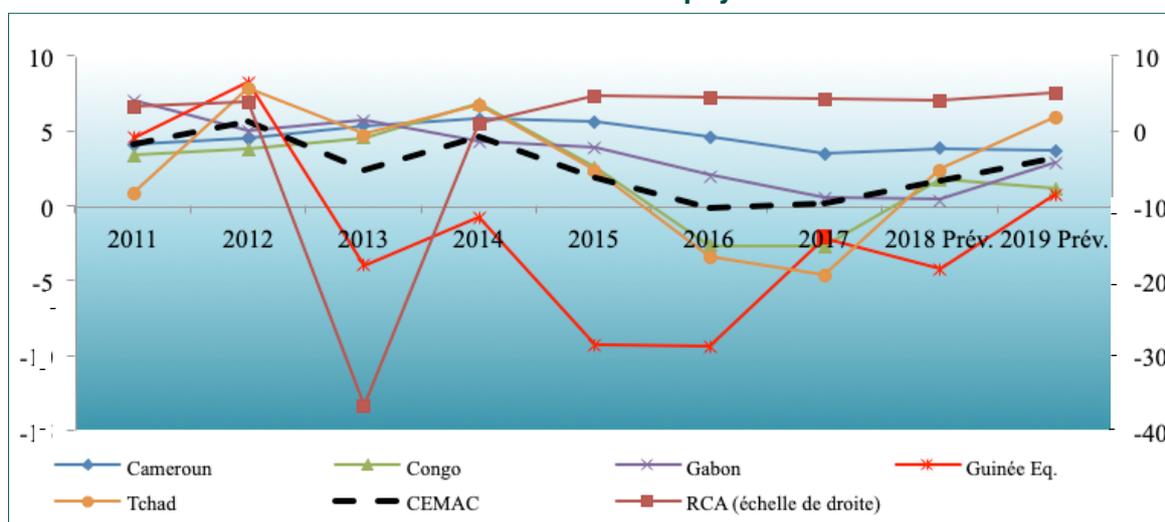
Se basant sur les estimations macroéconomiques effectuées par les Services de la BEAC, la croissance économique de la CEMAC a été de 1,7 % en 2018, contre 0,2 % en 2017, sous l'effet d'une expansion sensible des activités du secteur pétrolier, conjuguée avec le maintien du rythme de progression des activités dans le secteur non pétrolier. Ainsi, la croissance du secteur pétrolier est devenue positive à 2,3 % en 2018, contre -3,7 % en 2017, tandis que celle du secteur non pétrolier est ressortie à 1,6 %, contre 1,4 % en 2017.

T4 : Taux de croissance des pays de la CEMAC

	Taux de croissance nominale (en %)			Taux de croissance réelle (en %)			Taux de croissance du PIB réel hors pétrole (en %)		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
		Estim.	Prév.		Estim.	Prév.		Estim.	Prév.
Cameroun	5,1	5,7	4,6	3,6	3,9	3,7	5,3	5,0	4,4
République Centrafricaine	6,4	7,7	7,1	4,2	4,1	5,1	4,5	4,2	4,1
Congo	11,9	23,1	-5,9	-2,7	1,8	1,2	-2,9	-7,5	-5,5
Gabon	7,1	4,3	-0,3	0,5	0,4	2,9	3,6	3,3	2,6
Guinée Equatoriale	9,5	7,2	-2,3	-2,1	-4,1	0,8	-10,0	2,7	2,0
Tchad	1,2	8,2	6,8	-4,6	2,4	6,0	-1,8	-3,4	0,7
CEMAC	6,2	8,0	1,9	0,2	1,7	3,2	1,5	1,4	1,6

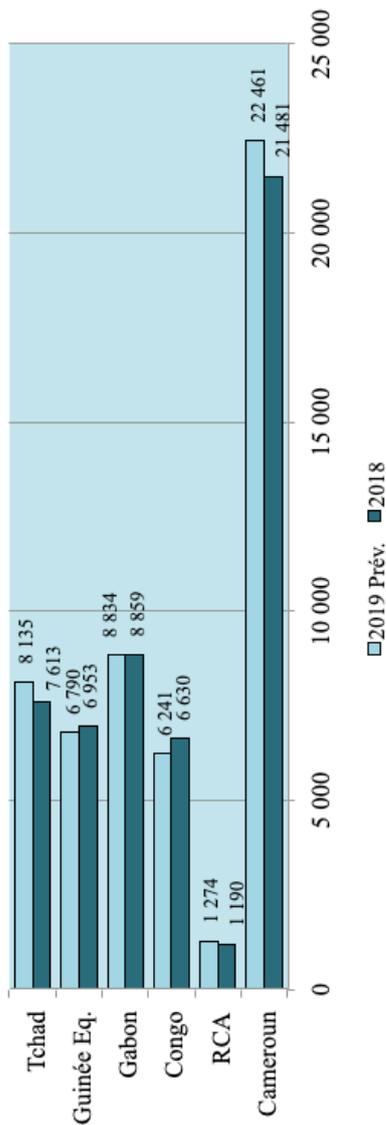
Sources : Administrations nationales et BEAC

G9. Taux de croissance réelle des pays de la CEMAC



Sources : Administrations nationales et BEAC

G10. PIB nominal des pays de la CEMAC (en milliards de FCFA)

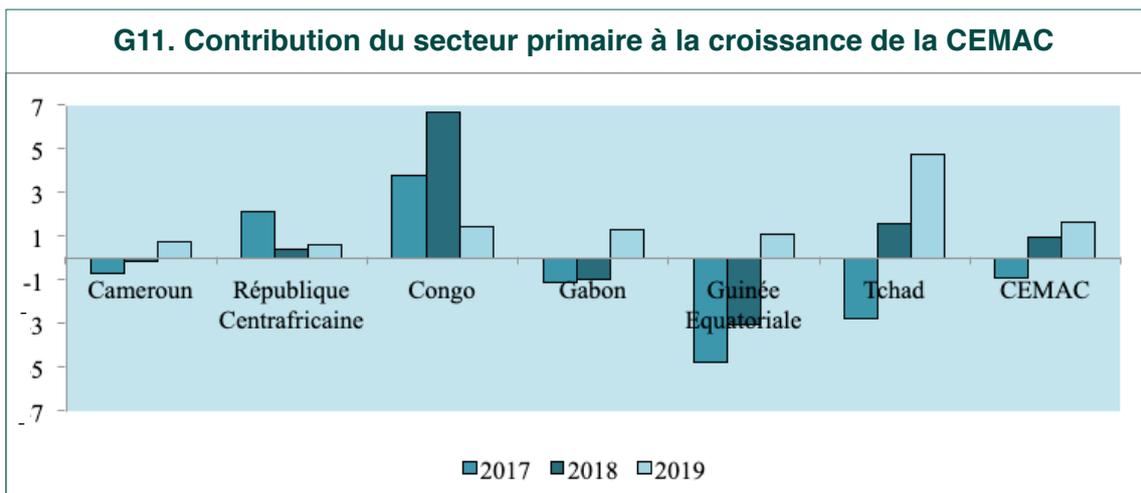


Sources : Administrations nationales et BEAC

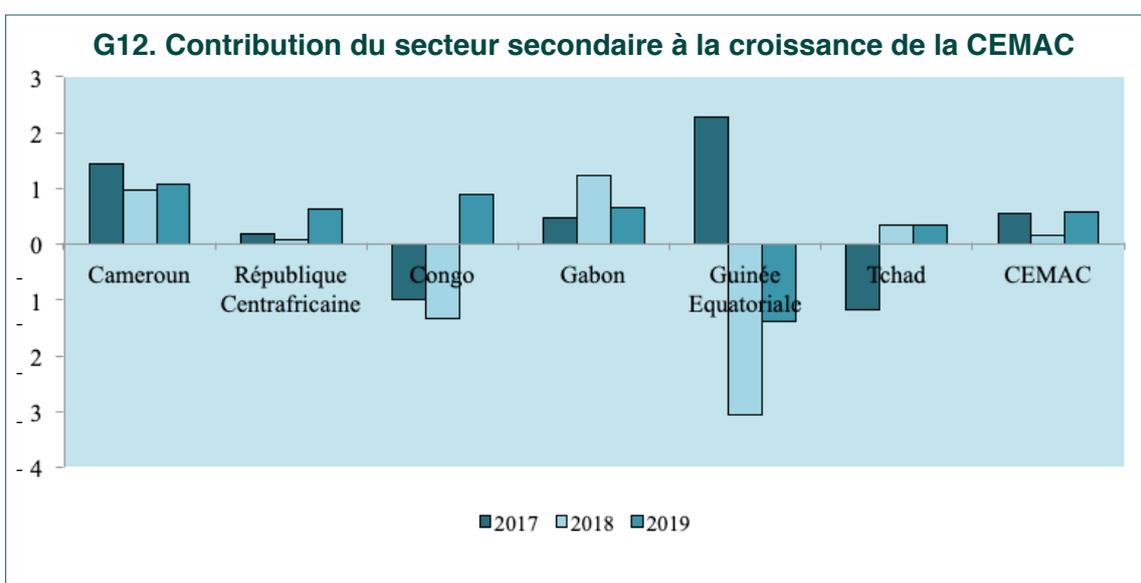
T5 : Contribution à la croissance

	Secteur primaire		Secteur secondaire		Secteur tertiaire		Taxes nettes sur les produits						
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018					
	Estim.	Prév.	Estim.	Prév.	Estim.	Prév.	Estim.	Prév.					
Cameroun	- 0,7	- 0,2	0,7	1,1	1,1	1,1	2,3	2,6	1,9	1,9	0,5	0,4	0,1
République Centrafricaine	2,1	0,4	0,6	0,1	0,6	0,6	2,0	3,5	3,9	3,9	0,0	0,1	0,0
Congo	3,8	6,7	1,4	- 1,3	0,9	0,9	- 4,9	- 3,0	- 0,6	- 0,6	- 0,6	- 0,6	- 0,5
Gabon	- 1,1	- 1,0	1,3	1,2	0,7	0,7	0,8	0,4	0,6	0,6	0,3	- 0,2	0,3
Guinée Equatoriale	- 4,8	- 3,0	1,1	- 3,0	- 1,4	- 1,4	0,3	1,9	1,0	1,0	0,1	0,1	0,1
Tchad	- 2,7	1,6	4,8	- 1,2	0,4	0,3	- 0,6	0,5	0,8	0,8	- 0,1	0,0	0,0
CEMAC	- 0,9	1,0	1,6	0,2	0,6	0,6	0,8	1,4	0,9	0,9	- 0,2	- 0,8	0,1

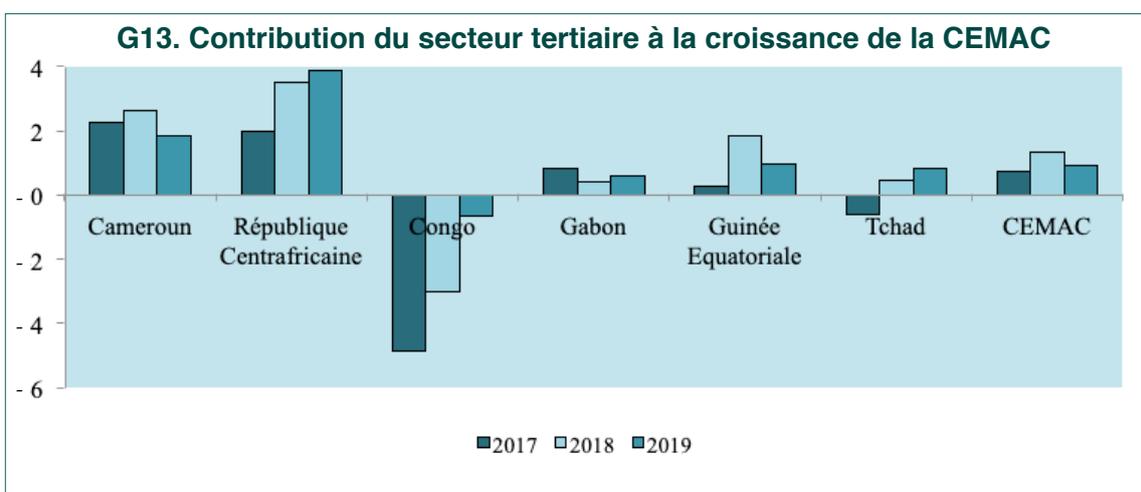
Sources : Administrations nationales et BEAC



Sources : Administrations nationales et BEAC



Sources : Administrations nationales et BEAC



Sources : Administrations nationales et BEAC

2.2 Prix

Au quatrième trimestre 2018¹, les pressions inflationnistes dans la CEMAC ont poursuivi leur tendance haussière entamée à la même période en 2017, tout en restant contenues sous la norme communautaire de 3,0 % en moyenne annuelle. Ainsi, le taux d'inflation en moyenne annuelle est passé de + 0,9 % à fin décembre 2017 à +2,1 % à la même période en 2018, après + 1,4 % au 30 juin 2018.

Par pays, la dynamique des prix à la consommation des ménages, en moyenne annuelle, est demeurée contrastée. Le Gabon et le Tchad sont les seuls pays qui ont enregistré des taux d'inflation au-delà de la limite communautaire.

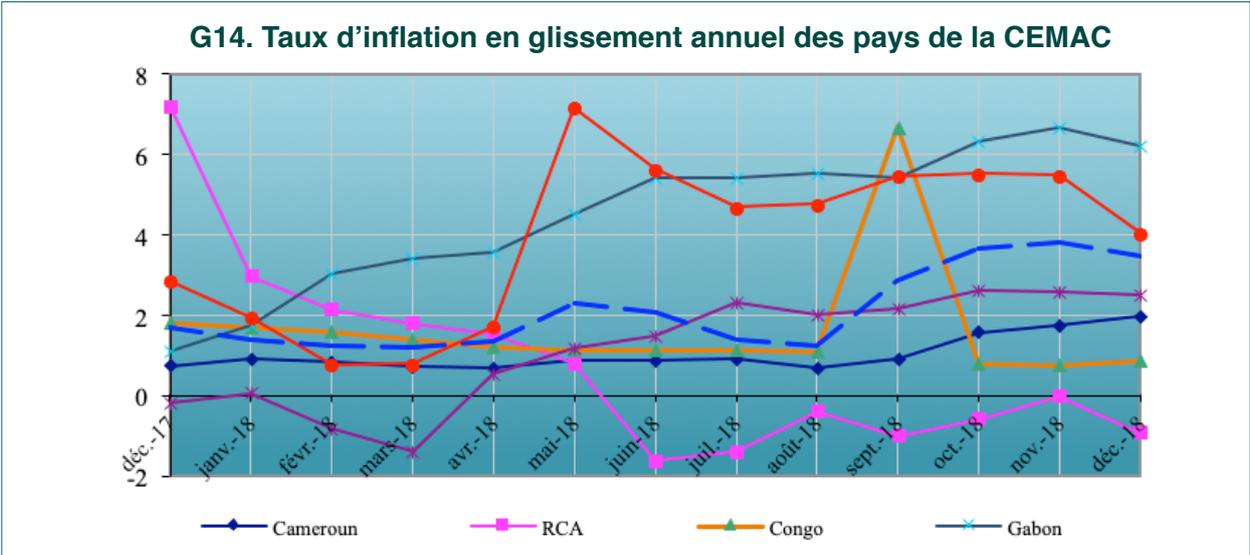
¹ Au moment de la rédaction de la note, les données de la République Centrafricaine étaient disponibles à fin octobre 2018. Les services de la Banque ont donc dû estimer les données manquantes par l'approche Short Term Inflation Forecast (STIF).

T6 : Taux d'inflation sur les 12 derniers mois

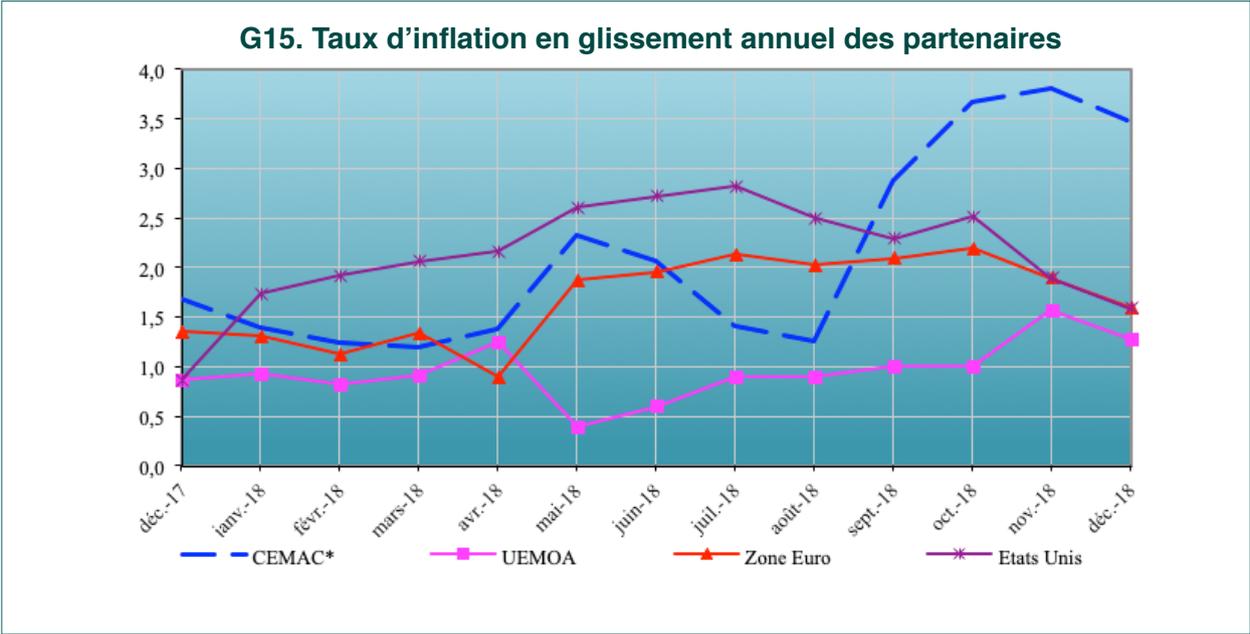
Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation													
	nov-17	déc-17	janv-18	fév-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	nov-18	déc-18
Cameroun	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,1
République Centrafricaine	4,1	4,7	5,2	5,3	5,2	4,7	3,8	2,8	2,2	1,8	1,5	1,6	1,7
Congo	0,7	0,6	0,7	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,7	1,7	1,7	1,6
Gabon	2,7	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6	2,8	3,0	3,2	3,4	3,9	4,4	4,8
Guinée Equatoriale	0,8	0,8	0,7	0,5	0,4	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,9	1,1	1,3
Tchad	-1,1	-4,9	-3,5	-1,6	0,3	0,9	1,6	2,2	2,7	3,2	3,6	3,9	4,0
CEMAC*	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2
UEMOA	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0
Zone Euro	1,6	1,5	1,5	1,4	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7	1,7
France	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,4	1,6	1,8	1,9	2,0	2,0	2,0
Etats Unis	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2	2,2	2,2

Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation													
	nov-17	déc-17	janv-18	fév-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	nov-18	déc-18
Cameroun	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,9	0,9	0,9	0,7	0,9	1,6	1,7	2,0
République Centrafricaine	7,2	3,0	2,2	1,8	1,5	0,8	-1,6	-1,4	-0,4	-1,0	-0,6	0,0	-0,9
Congo	1,8	1,7	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	6,7	0,8	0,8	0,9
Gabon	1,1	1,8	3,0	3,4	3,6	4,5	5,4	5,4	5,5	5,4	6,3	6,7	6,2
Guinée Equatoriale	-0,2	0,1	-0,8	-1,4	0,5	1,2	1,5	2,3	2,0	2,2	2,6	2,6	2,5
Tchad	2,9	1,9	0,8	0,8	1,7	7,2	5,6	4,7	4,8	5,5	5,5	5,5	4,0
CEMAC*	1,7	1,4	1,2	1,2	1,4	2,3	2,1	1,4	1,3	2,9	3,7	3,8	3,5
UEMOA	0,9	0,9	0,8	0,9	1,2	0,4	0,6	0,9	0,9	1,0	1,0	1,6	1,3
Zone Euro	1,4	1,3	1,1	1,3	0,9	1,9	2,0	2,1	2,0	2,1	2,2	1,9	1,6
France	1,2	1,5	1,3	1,7	1,8	2,3	2,3	2,6	3,1	2,2	2,1	1,9	1,6
Etats Unis	0,9	1,7	1,9	2,1	2,2	2,6	2,7	2,8	2,5	2,3	2,5	1,9	1,6

Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC



Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC



Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

T7 : Indice des prix de la CEMAC par fonction de consommation

Base 100 : Année 2011

POSTES DE CONSOMMATION	Déc-17	Janv-18	Févr-18	Mars-18	Avril-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18	Août-18	Sept-18	Oct-18	Nov-18	Déc-18	Moy. Ann.*	Gli. Ann.**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	115,9	115,6	114,9	114,6	114,9	115,8	116,7	116,7	116,3	116,3	117,5	116,4	116,4	0,5%	0,7%
Boissons alcoolisées et tabac	116,4	117,3	116,0	115,3	115,3	116,9	117,3	117,5	107,2	99,6	98,8	94,7	94,3	-7,7%	1,7%
Articles d'habillement et chaussures	112,3	112,7	111,5	112,5	112,6	112,9	113,0	113,1	112,7	112,1	111,3	110,4	110,1	-0,3%	-2,3%
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	113,6	114,8	114,1	113,3	112,4	114,0	121,6	121,0	114,8	114,9	115,0	132,0	131,7	6,4%	14,7%
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	114,6	115,0	114,6	114,8	115,1	115,4	115,5	115,1	123,0	123,0	123,5	125,5	126,1	4,8%	9,6%
Santé	108,0	108,3	108,1	108,7	109,0	109,9	109,6	109,8	116,1	116,1	115,8	120,0	119,7	5,5%	10,5%
Transports	119,5	120,1	121,7	122,5	122,5	123,0	123,0	123,7	124,2	124,0	124,2	124,5	124,2	3,4%	3,4%
Communications	90,7	91,1	91,8	91,8	92,3	93,2	93,1	93,2	93,2	93,1	93,5	93,4	92,6	2,5%	1,7%
Loisirs et culture	110,5	110,6	112,0	112,3	112,4	112,6	112,5	112,9	112,8	112,6	112,8	113,8	113,4	2,9%	2,5%
Enseignement	123,3	123,6	124,8	124,1	124,2	124,4	124,2	124,4	124,5	125,0	125,3	131,9	131,2	5,5%	6,2%
Restaurants et hôtels	122,1	122,2	122,3	122,6	123,1	123,1	123,8	124,3	124,7	124,6	125,2	126,9	127,6	2,8%	4,4%
Biens et services divers	117,7	118,5	118,3	118,5	118,6	118,8	118,8	119,0	119,2	119,0	119,8	120,2	119,9	1,9%	1,2%
Indice général	114,8	115,0	114,7	114,7	114,8	115,5	117,1	117,1	116,4	116,2	116,7	119,1	119,0	2,2%	3,5%
Produits locaux	114,8	115,0	114,7	114,7	114,8	115,5	117,1	117,1	116,4	116,2	116,7	119,1	119,0	-	3,5%
Produits importés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Indice hors alimentation</i>	114,0	114,7	114,6	114,8	114,7	115,4	117,3	117,3	116,5	116,1	116,2	120,8	120,6	3,2%	5,2%
<i>Indice hors transports</i>	111,2	111,7	111,7	111,8	111,9	112,5	113,7	113,6	115,1	115,1	115,4	119,1	118,9	3,9%	6,5%
<i>Indice hors alimentation et transports</i>	113,0	113,7	113,3	113,3	113,2	114,0	116,2	116,1	115,1	114,6	114,7	120,2	120,0	3,2%	5,6%

Sources : Administrations nationales et BEAC
 (*) Moyenne annuelle, (**) Glissement annuel

T8 : Contribution des fonctions de consommation à l'inflation de la CEMAC

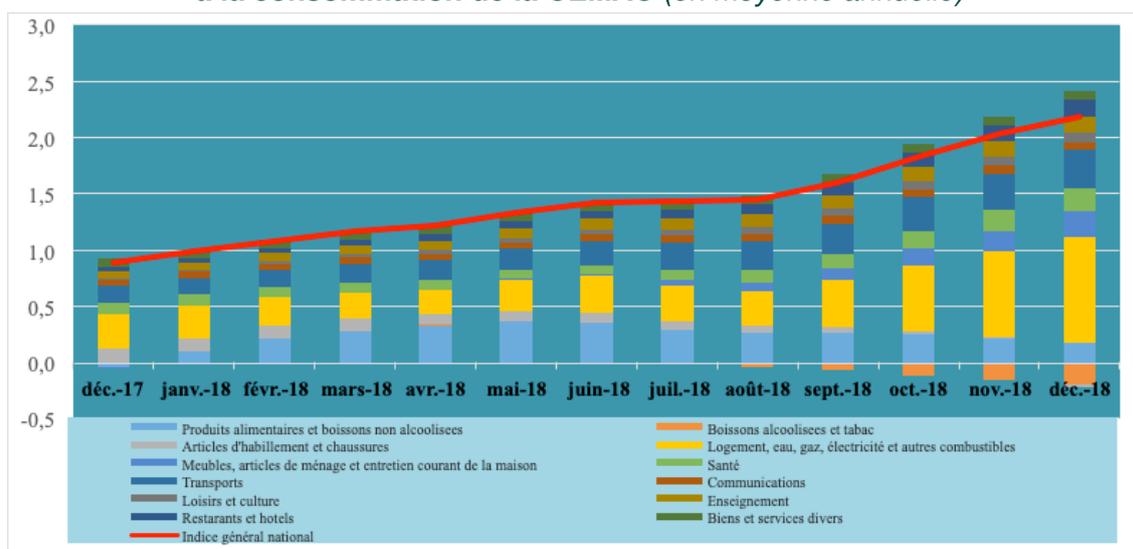
POSTES DE CONSOMMATION	Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation												
	Déc-17	Janv-18	Févr-18	Mars-18	Avr-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18	Août-18	Sept-18	Oct-18	Nov-18	Déc-18
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,0	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Boissons alcoolisées et tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2
Articles d'habillement et chaussures	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,8	0,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Transports	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Communications	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Enseignement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Restaurants et hôtels	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Biens et services divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Indice général	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4	1,4	1,6	1,8	2,0	2,2

Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation

POSTES DE CONSOMMATION	Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation												
	Déc-17	Janv-18	Févr-18	Mars-18	Avr-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18	Août-18	Sept-18	Oct-18	Nov-18	Déc-18
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0,7	0,6	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	-0,3	-0,1	0,2	0,0	0,1	0,3
Boissons alcoolisées et tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5
Articles d'habillement et chaussures	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1	1,1	1,0	0,2	0,2	1,5	2,3	2,4	2,2
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Santé	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Transports	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
Communications	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Enseignement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
Restaurants et hôtels	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Biens et services divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Indice général	1,7	1,4	1,2	1,2	1,4	2,3	2,1	1,4	1,3	2,9	3,7	3,8	3,5

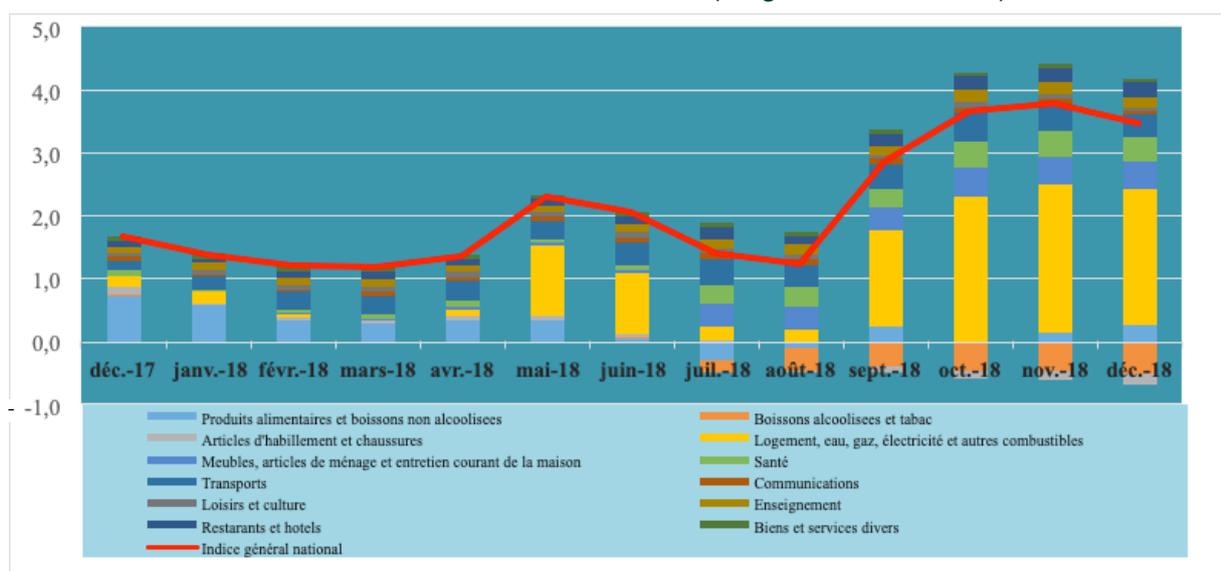
Sources : Administrations nationales et BEAC

G16. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (en moyenne annuelle)



Sources : Administrations nationales et BEAC

G17. Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC (en glissement annuel)



Sources : Administrations nationales et BEAC

3. BALANCE DES PAIEMENTS ET COMPETITIVITE

Tirant profit de l'amélioration des termes de l'échange, les comptes extérieurs de la CEMAC ont enregistré en 2018 une diminution du déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, qui est revenu de 4,2 % du PIB (2 057,9 milliards) en 2017 à 3,1 % du PIB en 2018 (1 622,5 milliards). Cette évolution résulte d'un excédent de la balance commerciale en hausse de 49,1 % pour s'établir à 6 436,9 milliards en 2018, grâce à un accroissement des exportations (+ 20,4 %) plus important que celui des importations (6,3 %).

T9 : Solde de la balance commerciale

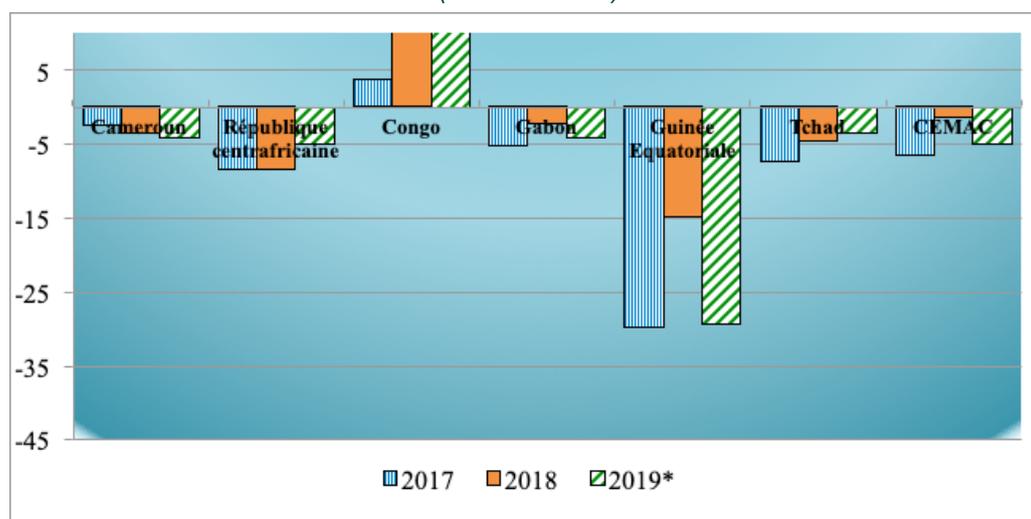
	Exportations			Importations			Balance commerciale		
	(variation en %)			(variation en %)			(en milliards de FCFA)		
	2017	2018	2019*	2017	2018	2019*	2017	2018	2019*
Cameroun	- 1,8	1,5	- 3,7	- 2,4	11,5	1,2	- 117,0	- 399,2	- 536,3
République centrafricaine	68,8	33,7	- 2,7	6,9	16,7	- 2,2	- 169,8	- 188,3	- 182,1
Congo	40,5	35,4	- 8,2	- 48,1	14,4	1,2	1 652,1	3 420,8	2 970,0
Gabon	16,6	14,4	- 7,7	7,6	- 2,3	- 0,7	1 325,0	1 795,5	1 541,3
Guinée Equatoriale	10,5	12,5	- 12,7	43,5	- 27,2	20,8	745,5	1 345,0	571,7
Tchad	6,7	30,0	9,4	75,8	9,3	2,1	257,4	554,6	691,3
CEMAC	16,6	24,8	- 8,5	- 24,0	- 5,9	6,3	3 751,7	6 707,7	5 163,4

Sources : Administrations nationales et BEAC

* Prévisions

Par pays, le déficit du compte courant s'est réduit au Gabon (2,7 % du PIB contre 5,0 % du PIB un an auparavant), au Tchad (4,2 % du PIB après 7,1 % en 2017) et en République Centrafricaine (8,0 % du PIB après 8,5 % en 2017). En revanche, il s'est creusé au Cameroun (3,4 % du PIB après 2,5 % en 2017) et en Guinée Equatoriale (8,5 % du PIB après 7,1 % en 2017), tandis que le solde courant est redevenu excédentaire au Congo (+ 2,6 % du PIB contre - 2,5 % en 2017).

G18. Solde des transactions courantes des pays de la CEMAC (en % du PIB)



Sources : Administrations nationales et BEAC

*Prévisions

T10 : Solde de la balance des paiements (en % du PIB)

	Solde des transactions courantes			Solde du compte de capital et d'opérations financières			Solde global		
	2017	2018	2019*	2017	2018	2019*	2017	2018	2019*
Cameroun	- 2,5	- 3,6	- 4,1	4,8	4,5	3,4	1,1	2,1	- 0,7
République Centrafricaine	- 8,5	- 8,5	- 5,0	7,4	8,8	5,7	0,1	1,4	0,8
Congo	3,6	22,4	13,9	- 13,2	- 30,4	- 8,8	- 5,0	- 2,6	5,1
Gabon	- 5,3	- 2,4	- 4,2	5,0	4,1	5,6	- 2,0	4,0	1,3
Guinée Equatoriale	- 29,8	- 15,0	- 29,3	25,6	16,6	30,9	- 0,7	- 0,4	1,5
Tchad	- 7,5	- 4,7	- 3,5	5,8	7,2	2,0	0,0	2,4	- 0,9
CEMAC	- 6,7	- 1,6	- 5,0	5,8	2,1	5,6	- 0,7	1,2	0,7

Sources : Administrations nationales et BEAC

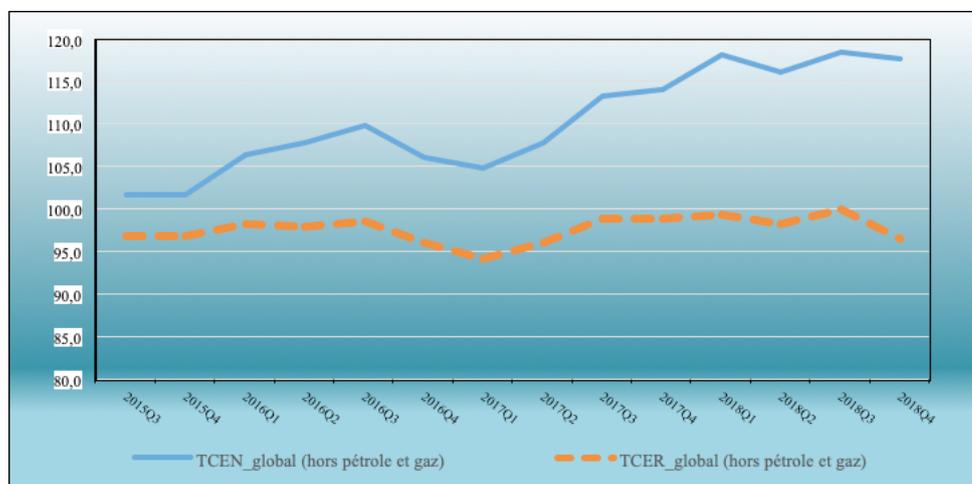
*Prévisions

3.2 Compétitivité

Au quatrième trimestre 2018, le taux de change effectif réel (TCER) composite de la CEMAC, mesurant la compétitivité-prix, s'est inscrit à la baisse, indiquant un gain de positions concurrentielles sur les marchés internationaux par rapport au troisième trimestre 2018. En moyenne trimestrielle, le TCER global de la CEMAC s'est déprécié de 3,5 %. Cette situation découle de gains de positions sur le front des importations (- 4,0 %) et des exportations (- 2,0 %). Tel qu'illustré sur le graphique 19, le TCER demeure en deçà du TCEN sur toute la période, reflétant un différentiel d'inflation dans la CEMAC favorable par rapport aux principaux partenaires et fournisseurs.

L'évolution de l'indice du TCER entre le 1er et le 4ème trimestre 2018, permet de relever une légère dépréciation du franc CFA sur la période. Pour ce qui est de l'inflation domestique, elle a été ramenée à un niveau inférieur à celui observé dans la plupart des principaux pays partenaires et fournisseurs. Par conséquent, au cours de la période sous revue, le franc CFA s'est déprécié en terme réel vis-à-vis du dollar (- 4,9 %), du yuan (- 4,7 %), de la livre sterling (- 4,0 %), et de l'euro (- 3,3 %). Pour sa part, le TCEN s'est inscrit en baisse de 0,7 % au quatrième trimestre 2018, après une hausse de 2,0 % au trimestre précédent.

G19. Evolution du TCER/TCEN



Sources : Administrations nationales et BEAC

En termes de contributions à la variation du TCER global de la CEMAC, au 4ème trimestre 2018, l'analyse du graphique 19 montre que cette dernière a été fortement influencée par la dépréciation du TCER des importations (- 3,0 %) et dans une moindre mesure par celui des exportations (- 0,5 %).

Entre le 1er et le 4ème trimestre 2018, le TCER des exportations s'est déprécié de 2,0 %. Cette inversion de tendance, comparée à la période précédente, s'explique par une régression des taux de change bilatéraux avec la plupart des concurrents de la CEMAC traduisant une dépréciation nominale du franc CFA qui reflète un gain de compétitivité sur les marchés internationaux des biens exportés par la Sous-région (bois, cacao, manganèse, aluminium, coton, gomme arabique...). En outre, le taux d'inflation de la CEMAC s'est établi à - 0,9 % au quatrième trimestre 2018 (contre +0,4 % au 3ème trimestre 2018), niveau largement inférieur à la plupart des concurrents qui a également contribué à la dépréciation du TCER des exportations. Le TCER des importations a enregistré au cours du dernier trimestre 2018 une baisse de 4,0 %, après une hausse de 3,5 % au troisième trimestre 2018, en raison de l'effet combiné de la dépréciation du franc CFA et du différentiel d'inflation favorable par rapport aux principaux fournisseurs de la CEMAC, le taux d'inflation domestique déclinant beaucoup plus rapidement. Ainsi, le TCEN des importations s'est inscrit en baisse de 0,4 %, se situant au-dessus du TCER des importations, après avoir été en deçà de celui-ci pendant plusieurs trimestres consécutifs. Cette situation traduit un gain de positions concurrentielles des économies de la CEMAC par rapport aux partenaires.

En définitive, l'évolution du TCER entre le 1er et le 4ème trimestre 2018 montre bien une amélioration de la compétitivité-prix, si l'on s'en réfère au seul critère de l'indice du TCER. Concernant le différentiel de l'indice des prix relatifs à la consommation entre les économies de la CEMAC et ses partenaires/concurrents, ce dernier a connu une tendance baissière sur la période. En effet, l'inflation dans la zone CEMAC est moindre, comparée à l'inflation étrangère. S'agissant du taux de change effectif nominal, il est orienté à la baisse, signifiant que le franc CFA s'est déprécié sur la période par rapport aux monnaies étrangères, contribuant ainsi à affaiblir davantage le TCER et à améliorer la compétitivité, toutes choses égales par ailleurs.

L'analyse conjointe des deux indicateurs, en l'occurrence le taux d'inflation et le taux de change effectif nominal, a permis de relever l'amélioration de la compétitivité-prix de la CEMAC. En effet, la baisse du TCEN a induit une progression de la compétitivité-prix des produits exportés par la CEMAC et le renchérissement des importations. En outre, le niveau faible de l'inflation dans la Sous-région par rapport à ses concurrents et partenaires a entraîné une amélioration de la compétitivité-prix des produits domestiques par rapport aux produits fabriqués à l'étranger. Eu égard à cette situation, le niveau d'activité des entreprises domestiques a connu une hausse qui est susceptible d'améliorer la situation sur le marché local du travail.

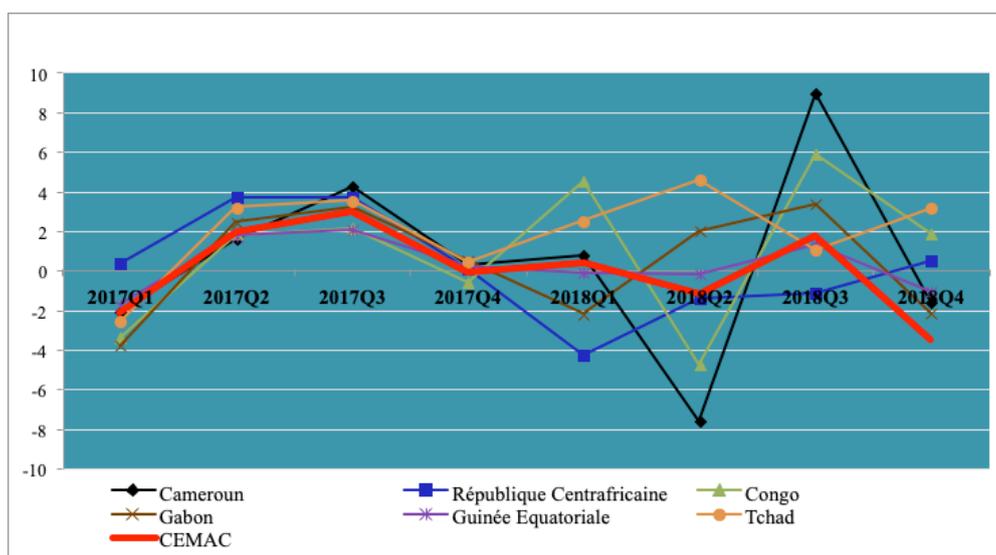
T11 : Compétitivité (Variations en %)

	TCER composite (*)				TCER des exportations				TCER des importations			
	2018Q1	2018Q2	2018Q3	2018 Q4	2018Q1	2018Q2	2018Q3	2018 Q4	2018Q1	2018Q2	2018Q3	2018 Q4
Cameroun	0,8	- 7,6	8,9	- 1,6	0,8	- 0,8	1,2	- 1,8	0,8	- 11,8	14,3	- 1,7
République Centrafricaine	- 4,2	- 1,4	- 1,1	0,5	- 3,9	- 0,6	- 0,9	0,4	- 4,4	- 1,6	- 1,2	0,6
Congo	4,5	- 4,7	5,9	1,9	- 0,5	- 1,3	2,3	1,9	5,4	- 5,5	6,8	1,9
Gabon	- 2,2	2,0	3,4	- 2,2	- 3,8	2,4	4,4	- 3,6	1,5	1,3	1,7	- 0,2
Guinée Equatoriale	- 0,1	- 0,2	1,3	- 1,0	- 0,5	0,7	0,4	- 0,7	0,7	- 1,8	3,0	- 1,2
Tchad	2,5	4,6	1,0	3,2	7,6	7,0	- 1,8	10,0	- 2,0	2,3	3,8	- 1,5
CEMAC	0,4	- 1,1	1,8	- 3,5	- 1,0	1,1	- 0,3	- 2,0	1,0	- 1,9	2,6	- 4,0

Source : BEAC

(*) Cotation au certain du FCFA par rapport aux autres monnaies.

G20. Evolution de l'indice composite du TCER



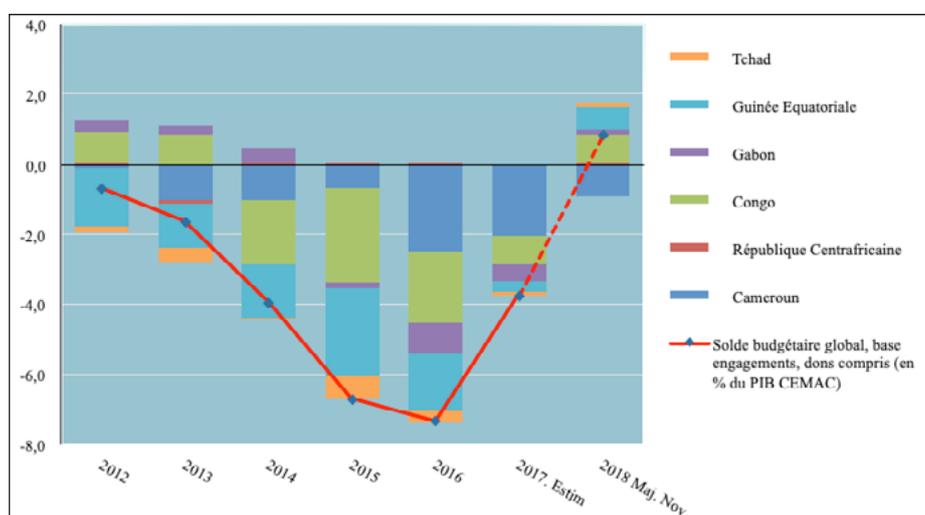
Sources : Administrations nationales et BEAC

4. SECTEUR PUBLIC

Les finances publiques ont poursuivi leur redressement en 2018, en rapport avec les programmes d'ajustement signés ou en cours de négociation avec le FMI, la remontée des prix du pétrole brut ainsi que la production des hydrocarbures. En conséquence, le déficit budgétaire base engagements dons compris est revenu de 3,4 % du PIB en 2017 à 0,7 % du PIB en 2018, favorisé essentiellement par la hausse des recettes budgétaires, face à un repli des dépenses.

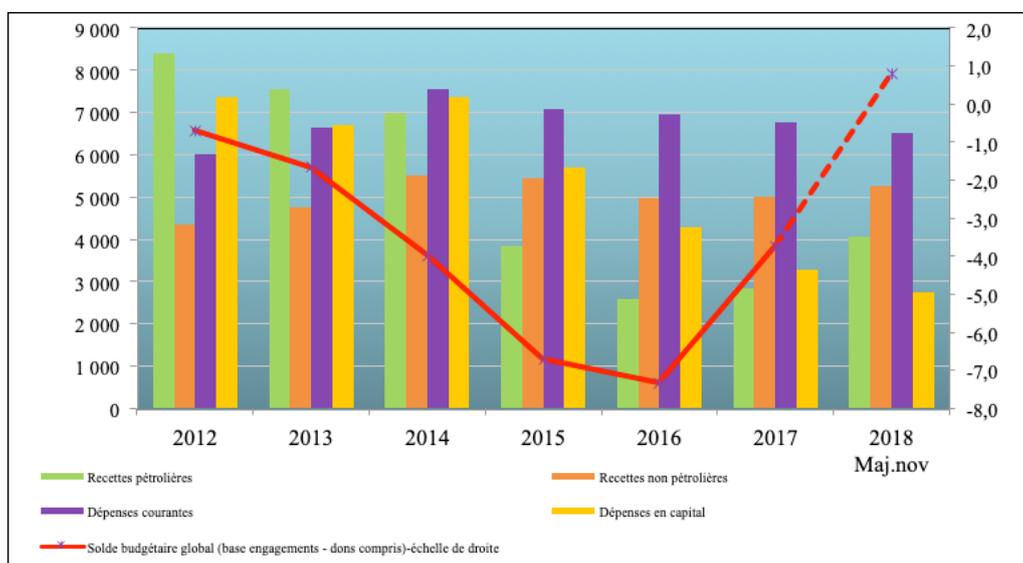
Par pays, des excédents budgétaires ont été enregistrés au Congo (+ 3,0 % du PIB après - 7,7 % du PIB en 2017), en Guinée Equatoriale (+ 2,6 % du PIB contre - 2,3 % du PIB en 2017), en République Centrafricaine (+0,5 % du PIB contre - 1,4 % du PIB en 2017), au Tchad (+ 0,4 % du PIB contre - 0,7 % du PIB en 2017) et au Gabon (+ 0,4 % du PIB contre - 0,6 % du PIB en 2017). En revanche, le déficit observé au Cameroun s'est contracté, pour revenir à 3,7 % du PIB contre 4,9 % du PIB en 2017.

G21: Contribution des pays membres au solde budgétaire, base engagement, dons compris



Sources : Administrations nationales et BEAC

G22. Evolution des finances publiques de la CEMAC



Sources : Administrations nationales et BEAC

Les grandes tendances des finances publiques en 2018 sont les suivantes : i) une hausse de 13,5 %, à 9 105,1 milliards, des recettes budgétaires, portée conjointement par des ressources tirées des hydrocarbures, en hausse de + 34,4, % à 3 755,1 milliards, et par les recettes non pétrolières, en augmentation de 2,3 %, à 5 349,9 milliards ; ii) un recul des dépenses budgétaires de 1,9 %, à 9 855,7 milliards, en lien avec la baisse des dépenses en capital, iii) un excédent du solde primaire équivalent à 2,1 % du PIB en 2018, contre un déficit de 0,1 % du PIB en 2017, et iv) un solde budgétaire base engagements, dons compris, qui est revenu de - 3,4 % du PIB (- 1 663,9 milliards) en 2017 à - 0,7 % du PIB (- 358,6 milliards) en 2018.

T12 : Finances publiques

	Solde budgétaire global, base engagements, dons compris			Recettes globales			Dépenses globales		
	2017	2018	2019*	2017	2018	2019*	2017	2018	2019*
Cameroun	- 4,9	- 3,7	- 1,9	15,0	15,4	15,7	12,2	12,8	11,9
République centrafricaine	- 1,4	0,5	2,6	56,2	56,4	65,0	59,9	50,9	52,3
Congo	- 7,7	3,0	10,3	26,3	28,0	34,7	26,9	22,7	20,1
Gabon	- 0,6	0,4	0,4	18,8	19,2	22,1	16,1	14,5	16,9
Guinée Equatoriale	- 2,3	2,6	3,3	19,1	20,7	22,0	11,3	10,7	12,0
Tchad	- 0,7	0,4	0,1	8,8	8,8	10,2	9,4	8,0	8,2
CEMAC	- 3,4	- 0,7	0,9	16,4	17,3	18,8	13,9	13,3	13,1

Sources : Administrations nationales

* Prévisions

S'agissant de l'endettement public, les mesures de consolidation budgétaire inscrites dans les programmes financiers signés avec le FMI et la mobilisation plus importante des ressources internes, principalement tirées des hydrocarbures, ont amélioré les ratios de la dette. Ainsi, le rythme d'accroissement de la dette publique a ralenti ; l'encours de la dette s'est replié à 45,8 % du PIB (dont respectivement 31,1 % pour la dette extérieure et 14,7 % pour la dette intérieure), contre 51,3 % du PIB un an plus tôt (respectivement 34,4 % pour la dette extérieure et 16,9 % pour la dette intérieure). En revanche, le ratio du service de la dette publique sur les recettes budgétaires s'est situé à 24,4 % en 2018, contre 17,6 % en 2017, et celui du service de la dette publique rapporté aux exportations de biens et services est remonté à 12,1 % en 2018, contre 9,1 % en 2017.

T13 : Evolution de la dette publique extérieure

	(en % du PIB)								
	Encours de la dette extérieure (en % du PIB)			Service de la dette extérieure (en % des Xbsnf)			Service de la dette extérieure (en % des recettes budgétaires)		
	2017	2018	2019*	2016	2017	2018*	2016	2017	2018*
Cameroun	24,1	25,9	27,4	7,1	9,7	12,0	8,8	11,4	13,1
République centrafricaine	38,9	36,1	33,8	2,0	4,0	3,8	4,3	7,3	5,8
Congo	92,8	57,4	55,6	9,8	29,3	12,6	29,1	85,8	29,2
Gabon	46,6	45,2	48,8	14,0	6,6	11,9	27,8	14,1	20,6
Guinée Equatoriale	14,4	14,4	15,4	3,1	3,0	6,7	7,3	7,0	13,4
Tchad	22,3	21,0	20,3	12,2	8,2	7,3	30,0	23,5	18,3
CEMAC	34,4	31,1	31,7	10,3	9,0	9,3	17,7	17,7	17,1

Sources : Administrations nationales

* Prévisions

5. MONNAIE ET CREDIT

Monnaie et crédit

La dynamique des principaux agrégats monétaires de la CEMAC, en glissement annuel, à fin décembre 2018, s'est caractérisée par :

- un accroissement des avoirs extérieurs nets du système monétaire de 8,0 %, en relation avec les tirages effectués par certains États dans le cadre des programmes économiques et financiers conclus avec le FMI. L'encours des réserves de change a ainsi progressé de 17,4 %, les réserves de change ont représenté environ 2,8 mois d'importations de biens et services et le taux de couverture extérieure de la monnaie a atteint 57,46 % ;
- un bond des créances nettes du système monétaire sur les États de la CEMAC de 21,6 %, imputable à la hausse des décaissements effectués par le FMI dans le cadre des programmes économiques et financiers en cours d'exécution dans certains pays, d'une part, et à la baisse des dépôts publics, d'autre part ;
- une hausse de 4,0 % des crédits à l'économie, qui sont passés de 7 793,1 à 8 102,6 milliards entre décembre 2017 et décembre 2018. Par pays, sur la période sous revue, cet agrégat a progressé au Cameroun (de 12,1 %, à 3 416,9 milliards), en République Centrafricaine (de 17,0 %, à 156,4 milliards), au Gabon (de 4,5 %, à 1 170,5 milliards), en Guinée Équatoriale (de 1,8 %, à 1 187,9 milliards) et au Tchad (de 0,9 %, à 624,6 milliards). En revanche, les concours bancaires à l'économie se sont contractés au Congo (de 6,2 %, à 1 135,7 milliards) ;
- une hausse de 8,3 % de la masse monétaire au sens large (M2) pour se situer à 11 486,1 milliards à fin décembre 2018.

En termes de contributions, l'accroissement des disponibilités monétaires et quasi-monétaires (M2) est dû principalement à celui des créances nettes sur les États (+ 5,6 points), et dans une moindre mesure des crédits à l'économie (+ 2,9 points) et de sa contrepartie externe (+ 1,8 point). Les autres postes nets ont contribué négativement à cette expansion (-2,0 points). Par pays, sur la période d'analyse, le Cameroun (+ 6,08 points), le Gabon (+ 2,90 points) et la République Centrafricaine (+ 0,44 point) ont contribué positivement à l'évolution de la masse monétaire dans la Sous-région, tandis que le Congo (- 0,67 point), la Guinée Équatoriale (- 0,30 point) et le Tchad (- 0,17 point) ont obéré cette évolution.

Réserves des banques

Les réserves brutes du système bancaire de la CEMAC (composées des réserves libres² et des réserves obligatoires) se sont accrues de 20,6 %, sur la période de 1 762,4 à 2 124,9 milliards. Cette progression a été observée dans tous les pays membres de la Sous-région, bien qu'à des amplitudes différentes : Cameroun (+20,9 %), République Centrafricaine (+7,5 %), Congo (+18,5 %), Gabon (+42,3 %), Guinée Equatoriale (+10,1 %) et Tchad (+3,8 %). Cependant, on note une décélération du rythme de progression annuelle des réserves bancaires de la CEMAC en 2018 (+8,2 % au quatrième trimestre 2018 après +11,8 % au troisième trimestre 2018 et +17,5 % au deuxième trimestre 2018).

L'évolution ci-dessus a contribué à la hausse de la part des réserves dans le bilan des banques (réserves / total du bilan) qui a gagné 1,8 point à fin décembre 2018, pour se situer à 15,5 % contre 13,7 % douze mois plus tôt.

Par composante, l'évolution en glissement annuel des réserves brutes du système bancaire de la CEMAC a découlé de la hausse des dépôts de la clientèle sur la période. Principale composante des réserves libres, le solde des comptes courants³ des banques à la Banque Centrale est passé de 1 022,5 milliards en 2017 à 1 199,6 milliards, en hausse de 15,4 % contre -15,2 % antérieurement. Les encaisses des banques ont, quant à elles, augmenté de 21,8 %, pour se situer à 356,5 milliards.

²Les réserves libres représentent la somme des placements des banques au marché monétaire, du solde de leur compte courant à la BEAC (déduction faite des réserves obligatoires) et de leurs encaisses.

³Déduction faite des réserves obligatoires conformément à la Décision N°11/CPM/2017 portant modification du mode de constitution des réserves obligatoires dans la CEMAC.

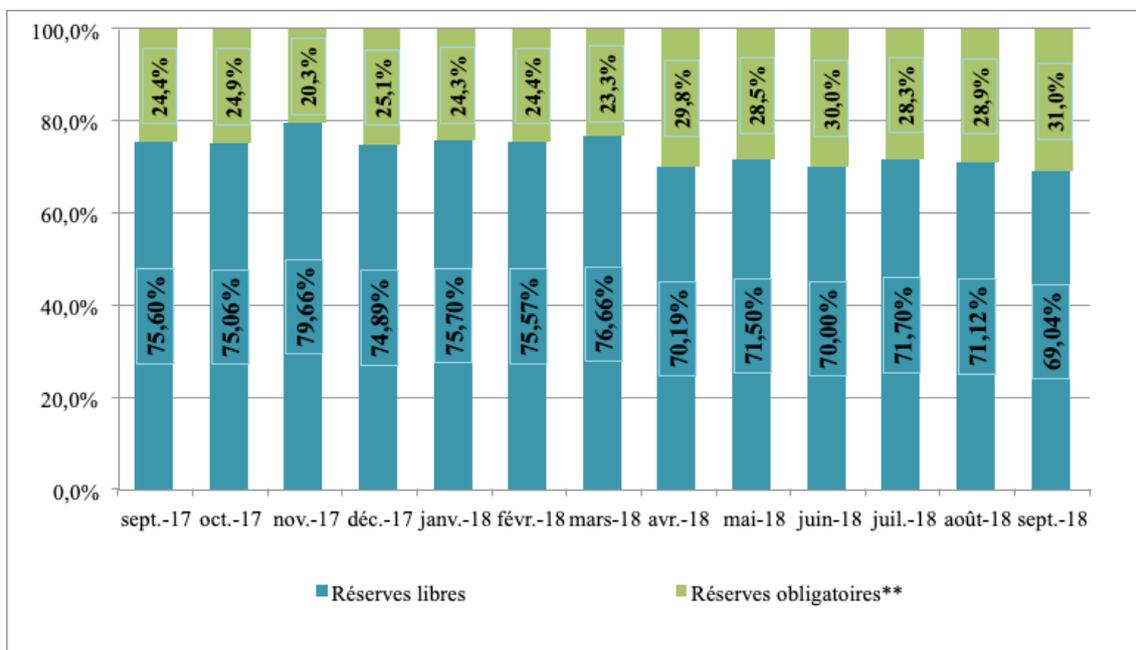
T14 : Evolution des principaux indicateurs de la liquidité

(en millions de F CFA)

	2018												
	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18
Réserves totales	1 799 812	1 758 967	1 861 579	1 762 410	1 869 401	2 006 124	1 926 107	1 773 550	1 886 279	1 813 373	1 932 572	1 961 336	846 231
Réserves libres	1 360 716	1 320 291	1 482 975	1 319 946	1 415 224	1 515 980	1 476 548	1 244 890	1 348 612	1 269 444	1 385 571	1 394 975	1 274 708
Réserves obligatoires	439 096	438 676	378 604	442 464	454 177	490 144	449 559	528 660	537 667	543 929	547 001	566 361	71 523
Réserves / Dépôts	22,8 %	22,4 %	23,2 %	21,8 %	23,5 %	24,9 %	24,1 %	21,6 %	23,1 %	22,2 %	23,8 %	23,8 %	22,4 %
Dépôts/ Crédits à l'économie	106,7 %	106,1 %	107,8 %	108,6 %	108,4 %	110,5 %	109,1 %	111,9 %	111,6 %	110,6 %	110,0 %	110,7 %	109,9 %
Réserves/ Total bilan	14,0 %	13,6 %	14,2 %	13,7 %	14,6 %	15,6 %	15,1 %	13,8 %	14,6 %	14,0 %	14,8 %	15,0 %	14,1 %
Réserves libres / Réserves Obligatoires	309,9 %	301,0 %	391,7 %	298,3 %	311,6 %	309,3 %	328,4 %	235,5 %	250,8 %	233,4 %	253,3 %	246,3 %	223,0 %
Réserves libres / Crédits à l'économie	18,4 %	17,8 %	19,9 %	17,8 %	19,3 %	20,8 %	20,2 %	17,0 %	18,4 %	17,2 %	18,8 %	18,8 %	17,0 %

Source : BEAC

**G23. Evolution de la structure des réserves des banques
(réserves libres et obligatoires) de la CEMAC**



Source : BEAC

T15 : Agrégats de monnaie et de crédit
(en millions de FCFA)

CEMAC	2018												
	2017	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
Avoirs extérieurs nets	2 322 317	2 337 965	2 297 106	2 147 742	2 242 223	2 215 350	2 189 537	2 183 765	2 222 366	2 074 050	1 986 411	2 120 526	2 511 209
dont BEAC	2 129 742	2 250 484	2 157 001	2 024 959	1 958 628	1 996 274	1 931 554	1 911 018	2 042 042	1 938 006	1 854 774	2 049 605	2 381 038
Créances nettes sur l'Etat	2 748 417	2 760 065	2 837 254	2 851 381	2 950 655	2 897 780	2 850 802	2 847 857	3 035 492	3 120 695	3 217 476	3 234 362	3 342 015
Crédits à l'économie	7 793 107	7 696 161	7 642 884	7 727 637	7 734 246	7 718 363	7 805 567	7 788 691	7 848 668	7 913 289	7 922 011	7 977 470	8 102 570
Crédits à court terme	4 715 990	4 682 647	4 639 621	4 755 572	4 761 883	4 684 727	4 713 975	4 691 366	4 705 895	4 763 747	4 806 509	4 839 457	4 923 331
Crédits à moyen terme	2 873 428	2 818 535	2 805 859	2 770 185	2 770 717	2 837 454	2 897 923	2 903 420	2 951 681	2 958 070	2 924 351	2 953 161	2 982 980
Crédits à long terme	203 689	194 979	197 404	201 880	201 646	196 182	193 669	193 905	191 092	191 472	191 151	184 852	196 259
Masse monétaire (M2)	10 602 896	10 470 726	10 469 005	10 376 050	10 556 208	10 537 554	10 557 402	10 492 195	10 688 471	10 725 387	10 739 372	10 876 514	11 486 103
Monnaie fiduciaire	2 435 542	2 274 064	2 233 140	2 259 175	2 255 324	2 254 699	2 261 322	2 257 962	2 329 244	2 368 057	2 390 963	2 443 251	2 576 449
Monnaie scripturale	5 194 313	5 159 379	5 180 210	5 038 304	5 119 529	5 168 245	5 168 279	5 126 270	5 277 255	5 259 535	5 239 686	5 245 712	5 602 788
Quasi-monnaie	2 973 041	3 037 283	3 055 655	3 078 571	3 181 355	3 114 610	3 127 801	3 107 963	3 081 972	3 097 795	3 108 723	3 187 551	3 306 866
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	57,46	58,01	57,46	56,40	57,23	57,19	56,15	55,98	58,35	58,04	57,07	58,06	61,37

(Variation en glissement annuel)

CEMAC	2018												
	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18
Avoirs extérieurs nets	- 3,9 %	4,6 %	9,1 %	1,1 %	2,3 %	10,8 %	10,1 %	9,1 %	2,9 %	1,0 %	3,4 %	7,5 %	8,1 %
dont BEAC	- 5,5 %	6,1 %	7,7 %	3,6 %	1,2 %	5,5 %	9,2 %	2,3 %	- 3,1 %	- 5,4 %	- 3,1 %	10,3 %	11,8 %
Créances nettes sur l'Etat													
Crédits à l'économie	12,6 %	17,4 %	22,2 %	20,0 %	26,0 %	19,9 %	20,4 %	19,8 %	27,4 %	23,8 %	27,6 %	22,5 %	21,6 %
Crédits à court terme													
Crédits à moyen terme	- 1,9 %	- 1,8 %	- 3,7 %	- 2,4 %	- 1,2 %	- 1,7 %	- 1,1 %	- 1,1 %	0,9 %	1,9 %	1,7 %	2,3 %	4,0 %
Crédits à long terme	- 1,0 %	0,2 %	- 1,7 %	0,9 %	- 0,1 %	- 1,8 %	- 2,1 %	- 2,4 %	0,4 %	1,4 %	1,3 %	2,0 %	4,4 %
Masse monétaire (M2)	- 4,2 %	- 5,6 %	- 7,6 %	- 7,8 %	- 3,3 %	- 1,7 %	1,2 %	1,2 %	2,2 %	3,4 %	3,0 %	3,7 %	3,8 %
Monnaie fiduciaire	13,1 %	8,1 %	8,7 %	3,1 %	1,6 %	- 2,6 %	- 7,3 %	- 1,5 %	- 5,2 %	- 5,9 %	- 6,6 %	- 8,4 %	- 3,6 %
Monnaie scripturale													
Quasi-monnaie	- 0,4 %	- 0,1 %	1,1 %	0,1 %	2,3 %	2,9 %	3,4 %	3,3 %	4,9 %	5,2 %	5,9 %	5,6 %	8,3 %
Contribution à la croissance de M2	0,1 %	- 1,3 %	- 0,8 %	- 0,7 %	- 0,1 %	1,6 %	0,8 %	2,4 %	4,0 %	7,9 %	8,8 %	10,6 %	5,8 %
Avoirs extérieurs nets	- 0,8 %	- 1,1 %	1,4 %	- 1,3 %	0,4 %	2,4 %	3,8 %	2,2 %	5,6 %	4,3 %	5,2 %	2,8 %	7,9 %
Créances nettes sur l'Etat	- 0,1 %	2,5 %	1,9 %	3,2 %	7,4 %	4,6 %	4,6 %	5,8 %	4,4 %	4,9 %	4,9 %	6,5 %	11,2 %
Crédits à l'économie													

Source : BEAC

T16 : Taux directeurs de la BEAC

	2018															
	Nov-17	Déc-17	Jan-18	Fév-18	Mar-18	Avr-18	Mai-18	Juin-18	Juil-18	Août-18	Sept-18	Oct-18	Nov-18	déc-18	janv-19	févr-19
Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO)	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	2,95	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50
Taux interbancaire moyen pondéré (TIMP)	4,45	3,98	5,34	5,20	3,71	6,00	3,88	4,59	4,55	4,55	4,42	4,58	4,35	4,91	5,11	4,19
Taux d'intérêt sur placement à 7 jours "TISP"	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt sur placement à 28 jours "TISP"	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt sur placement à 84 jours "TISP"	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	0,125	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux créateur minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45
Taux d'intérêt de la zone Euro																
Taux d'appels d'offre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Facilité de dépôts	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40	- 0,40

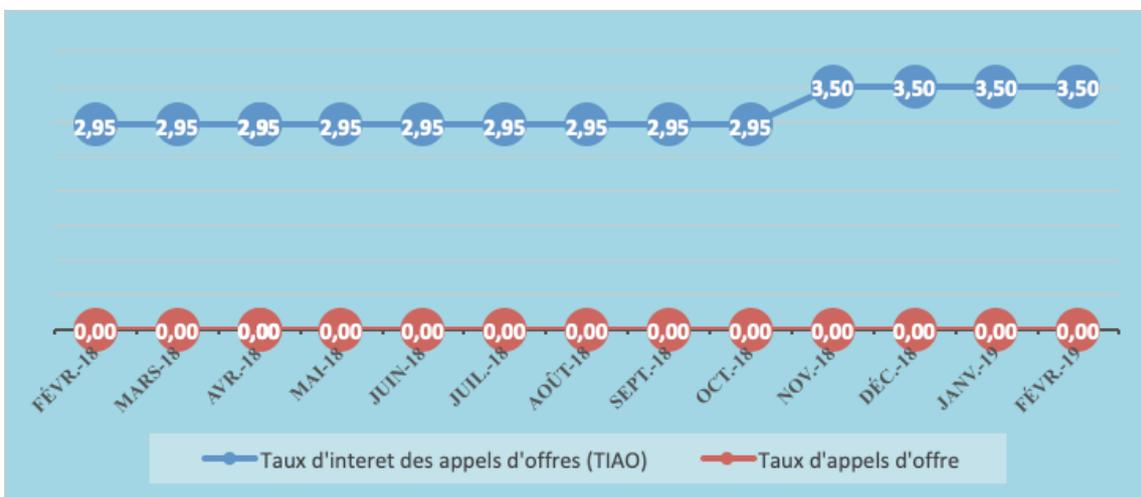
* Les taux du marché monétaire sont les taux de fin de période

G24. Evolution comparée du TISP et du taux de la facilité de dépôts de la BCE



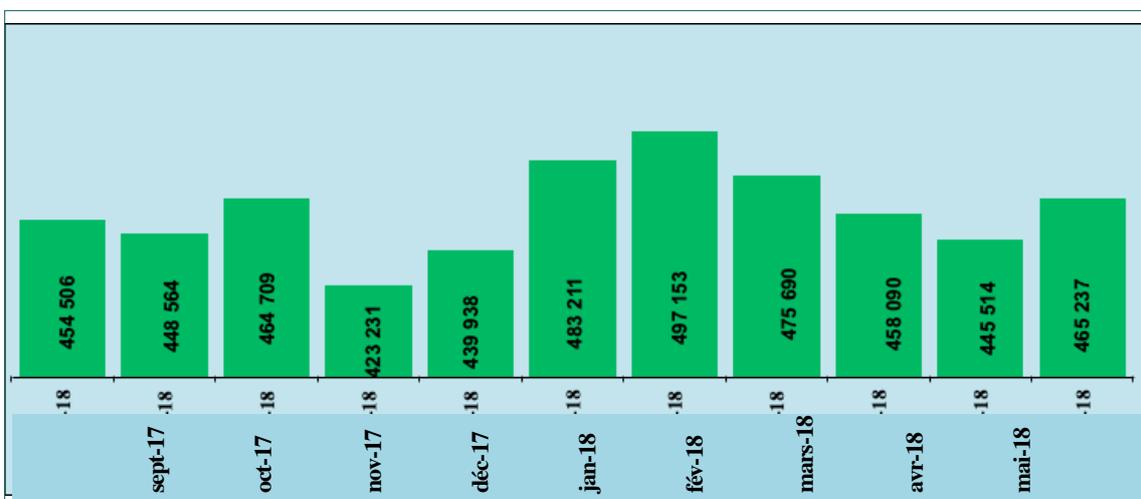
Source : BEAC

G25. Evolution comparée du TIAO et du taux d'appels d'offres de la BCE



Source : BEAC

G26. Evolution du volume des injections de liquidité (Guichet A) dans la CEMAC (en millions de FCFA)



Source : BEAC

Conclusion

Ce quatrième numéro du BES retrace dans les grandes lignes les principales évolutions économiques, monétaires et financières dans la CEMAC. La récente tournée de programmation monétaire effectuée par les services de la Banque au mois de février et mars 2019, a permis de mettre à jour les prévisions macro-économiques.

Au niveau Sous-régional, le CPM du 19 mars 2019 a passé en revue la situation économique et monétaire récente de la CEMAC, ainsi que les perspectives à court terme. En 2018, l'activité économique des pays membres a été marquée par la hausse du prix du baril de pétrole brut, l'augmentation de sa production dans certains pays, et le dynamisme du secteur non pétrolier, conjugués avec la poursuite des réformes macroéconomiques et structurelles par les Etats de la Sous-région.

Au quatrième trimestre 2018, les pressions inflationnistes dans la CEMAC ont poursuivi leur tendance haussière entamée à la même période en 2017, tout en restant contenues sous la norme communautaire de 3,0 % en moyenne annuelle. Ainsi, le taux d'inflation en moyenne annuelle est passé de + 0,9 % à fin décembre 2017 à +2,1 % à la même période en 2018, après + 1,4 % au 30 juin 2018. Par pays, la dynamique de l'indice des prix à la consommation des ménages, en moyenne annuelle, est demeuré contrastée. Le Gabon et le Tchad sont les seuls pays qui ont enregistré des taux d'inflation au-delà de la limite communautaire.

Les finances publiques ont poursuivi leur redressement en 2018, en rapport avec les engagements pris par les autorités de la Sous-région dans le cadre des programmes d'ajustement signés ou en cours de négociation avec le FMI, et la remontée des prix du pétrole brut ainsi que de la production des hydrocarbures. En conséquence, le déficit budgétaire base engagements dons compris est revenu de 3,4 % du PIB en 2017 à 0,7 % du PIB en 2018, favorisé essentiellement par la hausse des recettes budgétaires, face à un repli des dépenses.

La remontée des cours du pétrole brut, principal produit d'exportation de la Sous-région, a entraîné un regain des activités pétrolières, permettant aux comptes extérieurs de la CEMAC de tirer profit de l'amélioration des termes de l'échange. Ainsi, il a été enregistré en 2018 une diminution du déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, revenu de 6,7 % du PIB en 2017 à 1,6 % du PIB un an plus tard. Cette amélioration a résulté d'un excédent de la balance commerciale en hausse de 78,8 % en 2018, en lien avec l'accroissement notable des exportations (+24,8 %) plus important que celui des importations (3,2 %). En revanche, le creusement des déficits des comptes de services (+4,1 %) et des revenus primaires (+14,5 %) a tempéré ce recul du déficit du compte courant.

La dynamique des principaux agrégats monétaires de la CEMAC, en glissement annuel à fin décembre 2018 s'est caractérisée par i) un accroissement des avoirs extérieurs nets du système monétaire de 8,0 % ; ii) un bond des créances nettes du système monétaire sur les États de la CEMAC de 21,6 %, imputable à la hausse des décaissements effectués par le FMI dans le cadre des programmes économiques et financiers en cours d'exécution dans certains pays, d'une part, et à la baisse des dépôts publics, d'autre part ; iii) une augmentation de 4,0 % des crédits à l'économie; iv) une hausse de 8,3 % de la masse monétaire au sens large.

Par ailleurs, les prévisions pour 2019 tablent sur : i) un taux de croissance de 3,2 % contre 1,7 % en 2018 ; ii) une stabilisation des pressions inflationnistes avec un taux d'inflation de 2,1 %, comme en 2018 ; iii) un excédent du solde budgétaire base engagements, dons compris de 0,9 % du PIB, contre un déficit de 0,7 % du PIB en 2018; iv) une aggravation du solde du compte courant extérieur passant de 1,6 % du PIB en 2018 à 5,0 % en 2019 et v) une expansion de la masse monétaire de 3,8 %, pour un taux de couverture extérieure de la monnaie qui se situerait autour de 65,7 % en 2019.

Néanmoins, au niveau international, quelques incertitudes pèsent sur ces perspectives, liées en l'occurrence aux mesures de protectionnisme prises dans certains pays, les tensions géopolitiques dans plusieurs régions et les conséquences éventuelles d'un Brexit sans accord entre la Grande-Bretagne et l'Union Européenne.

Encadré : les principales résolutions du CPM de mars 2019

Le Comité de Politique Monétaire, réuni en sa séance ordinaire du 21 mars 2019 à Yaoundé, après analyse des facteurs de risques pesant sur la stabilité monétaire, et au regard des perspectives macroéconomiques de la CEMAC à court et moyen termes, a décidé de maintenir inchangé :

le taux d'Intérêt des Appels d'Offres à 3,50 % ;

le taux de la facilité marginale des prêts à 6,00 % ;

le taux de la facilité marginale des dépôts à 0,00 % ;

le Taux de pénalité aux banques à 8,30 % ;

les coefficients des réserves obligatoires à 7,00 % et 4,50 % sur les exigibilités à terme et à vue respectivement.

Mise en page et impression :

SERVICE DE L'IMPRIMERIE DE LA BEAC

736 avenue Monseigneur Vogt - B.P. 1917, Cameroun

Téléphone : (237) 22 23 40 30/60

Fax : (237) 22 23 33 29/50

E-mail : beac@beac.int

Site web : www.beac.int